

Commission Régionale des
Pêches du Golfe de Guinée

C O R E P

Comision Regional de
Pesca del Golfo de Guinea

Regional Commission of
Fisheries of Gulf of Guinea

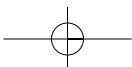
**ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE
Institution spécialisée de la CEEAC**

Comissao Regional das
Pescas do Golfo da Guiné

PLAN D'ACTION STRATÉGIQUE 2009-2015



Juillet 2008



02

PLAN D'ACTION
STRATEGIQUE (PAS)
2009-2015

20

PLAN DE ACCIÓN
ESTRATEGICO (PAS)
2009-2015

36

PLANO DE ACÇÃO
ESTRATÉGICO (PAE)
2009-2015



PLAN D'ACTION
STRATEGIQUE (PAS)
2009-2015



02

SOMMAIRE

LA CONVENTION RELATIVE AU DEVELOPPEMENT
REGIONAL DES PECHEES DANS LE GOLFE DE GUINEE

06

06

OBJECTIFS DE LA COMMISSION REGIONALE
DES PECHEES DU GOLFE DE GUINEE

PRINCIPALES ORIENTATIONS
FIXEES DANS LA CONVENTION

08

10

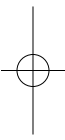
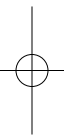
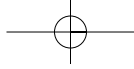
OBJECTIF, METHODE ET PRINCIPES
DU PLAN D'ACTION STRATEGIQUE

LES PRINCIPALES COMPOSANTES IDENTIFIEES
POUR LE PLAN D'ACTION STRATEGIQUE 2009 - 2015

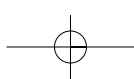
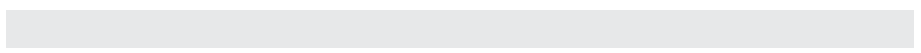
12

13

PROPOSITION DE CONTENU POUR
CHACUNE DES COMPOSANTES IDENTIFIEES



4



AVANT PROPOS

Le Plan d'Action Stratégique (PAS) préparé par le Comité Régional des Pêches du Golfe de Guinée (COREP), constitue pour le Comité un outil d'orientation et de planification propre dont l'objectif principal est d'assurer la durabilité de l'utilisation des ressources halieutiques dans la région. Il consiste à renforcer et faciliter la mise en œuvre des activités du COREP à long terme (2009-2015).

Le PAS précise les objectifs spécifiques à atteindre dans les domaines prioritaires du COREP et propose un cadre d'intervention sous forme de mesures qui pourraient être envisagées selon les ressources disponibles. Il exprime une stratégie de développement et d'aménagement pour le long terme ainsi que les principaux éléments d'un programme d'action indicatif.

Au travers d'actions dirigées vers le secteur des pêches sont visés les objectifs de lutte contre la pauvreté par : (i) un maintien de l'emploi dans les zones dépendant de la pêche, (ii) un accroissement des revenus des populations littorales, (iii) un apport à la sécurité alimentaire, (iv) une contribution du secteur des pêches aux équilibres économiques et financiers des Etats ainsi (v) qu'un respect des équilibres bio-écologiques des espaces et des ressources maritimes.

Le PAS a été élaboré avec le soutien technique et financier de la FAO sur la base d'ateliers de réflexion et de consultations techniques, ainsi que sur une large concertation avec les cadres des Etats membres et des partenaires agissant pour le développement. Le Code de conduite pour une pêche responsable a servi de référence pour son élaboration. Le PAS a été adopté par la Conférence des Ministres du COREP, réunis à Brazzaville du 09 au 11 juillet 2008.

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES

LA CONVENTION RELATIVE AU DEVELOPPEMENT REGIONAL DES PECHEES DANS LE GOLFE DE GUINEE

En application des recommandations pertinentes du droit de la mer des Nations Unies de 1982, la Convention relative au développement des pêches dans le Golfe de Guinée a été signée par trois Etats riverains du Golfe de Guinée (Congo, RD du Congo, Gabon) et paraphée par deux Etats (Guinée Equatoriale et Sao Tome e Principe) le 21 juin 1984 à Libreville (Gabon). Le Cameroun s'engagera par une signature de la Convention en 2005.

Cette Convention offre des bases juridiques et pratiques pour le développement d'une coopération halieutique entre les Etats riverains du Golfe de Guinée. Elle constitue, en outre, un cadre de concertation pour mettre en application les principes du Code de conduite pour une pêche responsable, et des instruments internationaux relatifs à la gestion des ressources halieutiques et le principe de précaution.

Par cette Convention, les Parties contractantes ont décidé, sans déroger à leurs droits souverains respectifs, de coordonner, d'harmoniser et de développer l'exploitation des pêcheries, eu égard aux ressources communes ou d'intérêt commun se trouvant dans l'ensemble de leurs zones économiques exclusives.

OBJECTIFS DE LA COMMISSION REGIONALE DES PECHEES DU GOLFE DE GUINEE

La mission de la COREP se résume dans son objectif global qui consiste à assister les Etats membres en vue de protéger et de mettre en valeur, de façon durable, les ressources halieutiques ainsi qu'à promouvoir le développement de l'aquaculture, en vue de maximiser l'exploitation des potentialités des milieux aquatiques et de garantir le bien être du plus grand nombre des habitants.

Le choix de cet objectif global est lié au fait que le secteur des pêches joue un rôle multiple dans l'économie des Etats parties de la COREP, notamment par :

- sa contribution à la sécurité alimentaire ;
- sa participation à la lutte contre la pauvreté ;
- le fait que le poisson est la principale source de protéines animale ;
- son apport en devises étrangères ;
- les possibilités liées à la création de richesses et d'emplois durables.

Pour les Etats membres de la COREP, les besoins de coopération au niveau sous-régional sont nombreux, notamment du fait de :

- la nature intégrée des écosystèmes côtiers et marins ;
- l'interface terre mer des pays insulaires et des complexes hydrauliques et grands fleuves continentaux ;
- la diversité des niveaux de développement économique et social ;
- la diversité concernant la dotation en ressources naturelles ;
- la diversité d'histoire, de cultures et de langues ;
- la similitude des besoins dont la satisfaction serait facilitée par la mise en commun des moyens régionaux disponibles, à savoir : les ressources humaines, les ressources financières, les structures de formation et de recherche, ainsi que les moyens et capacités pour le Suivi, contrôle et surveillance ainsi que les infrastructures de base, etc.

L'objectif global implique les objectifs spécifiques suivants qui consistent à :

- promouvoir la conservation et la protection des ressources halieutiques et des écosystèmes aquatiques ;
- mettre en place une politique coordonnée et harmonisée de règlement de l'accès et de l'allocation des droits de pêche ;
- promouvoir les investissements privés ainsi que les investissements publics dans les domaines institutionnels (structures de gestion, de formation et de recherche) et des infrastructures.

PRINCIPALES ORIENTATIONS FIXEES DANS LA CONVENTION

La Convention instituant de la COREP met un accent particulier sur les questions suivantes :

- L'harmonisation des politiques halieutiques des Etats parties ;
- La promotion d'une coopération active en matière de développement et d'aménagement des pêcheries dans les Etats parties ;
- La détermination d'une attitude concertée à l'égard de l'activité des navires de pêche des Etats tiers en accordant un traitement favorable aux unités de pêche sous pavillon des Etats parties ;
- La promotion de la constitution d'entreprises conjointes de pêche entre ressortissants des Etats parties ;
- La préservation et la protection des écosystèmes aquatiques, tant en eaux maritimes qu'en eaux continentales ;
- La coordination et le suivi des programmes de recherche et de formation en matière des pêches et d'aquaculture ;
- L'évaluation des ressources se trouvant dans les eaux relevant de la souveraineté ou de la juridiction de plusieurs Etats parties ;
- Le traitement, l'analyse et la mise à disposition des Etats parties des données scientifiques et techniques ainsi que les informations sur les pêches et l'aquaculture ;
- L'intéressement des autres Etats parties sans littoral aux mesures de conservation et de gestion des ressources halieutiques du Golfe de Guinée ;
- Le développement responsable de l'aquaculture dans les zones relevant de la juridiction des Etats parties ;
- Le développement responsable de l'aquaculture dans les écosystèmes aquatiques transfrontières ;
- La mise en place d'un cadre juridico administratif efficace aux niveaux local, national et régional, aux fins de la conservation des ressources halieutiques et de l'aménagement des pêcheries.

PLAN D'ACTION STRATEGIQUE

Le Conseil des Ministres du COREP réuni à Brazzaville du 09 au 11 juillet 2008 dans le cadre de sa VIIème session ordinaire;

Reconnaissant les enjeux extrêmement importants que la pêche représente pour les Etats membres du COREP sur les plans économique et social;

Conscient du rôle du secteur comme support de leurs politiques de lutte contre la pauvreté et d'amélioration de la sécurité alimentaire;

Préoccupés par la dégradation croissante de l'état des ressources halieutiques de la sous région;

Reconnaissant la nécessité de suivre une approche concertée de précaution en matière d'aménagement des pêcheries;

Réaffirmant sa volonté de renforcer leur collaboration et le rôle du COREP afin d'assurer la durabilité de l'utilisation des ressources halieutiques;

Notant la nécessité pour le COREP de se doter d'un cadre d'intervention renforcé et d'un outil d'orientation et de planification propre;

Les Ministres ont adopté le Plan d'Action Stratégique ci-après.

OBJECTIF, METHODE ET PRINCIPES DU PLAN D'ACTION STRATEGIQUE

Le Plan d'Action Stratégique (PAS) constitue pour la COREP un outil d'orientation et de planification propre dont l'objectif principal est d'assurer la durabilité de l'utilisation des ressources halieutiques dans la région. Il consiste à renforcer et faciliter la mise en œuvre des activités de la COREP à long terme (2009-2015).

Au travers d'actions dirigées vers le secteur des pêches sont visés les objectifs de lutte contre la pauvreté par : (i) un maintien de l'emploi dans les zones dépendantes de la pêche, (ii) un accroissement des revenus des populations littorales, (iii) un apport à la sécurité alimentaire, (iv) une contribution du secteur des pêches aux équilibres économiques et financiers des Etats ainsi (v) qu'un respect des équilibres bio-écologiques des espaces et des ressources maritimes.

Le PAS a été élaboré sur la base d'ateliers de réflexion et de consultations techniques, ainsi que sur une large concertation avec les cadres des Etats membres et des partenaires agissant pour le développement. Le Code de conduite pour une pêche responsable a servi de référence pour son élaboration. Le PAS doit être adopté par la Conférence des Ministres de la COREP.

Le PAS propose aux partenaires de la COREP un cadre propice à la formulation commune de projets d'appui plus cohérents. Ces projets d'appui sont promus au travers de composantes qui constituent les bases de ce programme d'actions dans la zone COREP qui doit servir à la mise en œuvre du PAS. La mise en œuvre du PAS repose impérativement sur le respect des principes de:

- **proportionnalité**, autrement dit, mise en cohérence permanente des actions envisagées et des moyens dont doit disposer la COREP pour leur réalisation dans les conditions nécessaires à la garantie de leur succès,
- **subsidiarité**, par un dialogue et une implication renforcée des organes du de la COREP afin de juger, en fonction de ce qu'il faut faire, de ce qu'il convient d'engager au niveau le plus opportun et le plus bénéfique pour la réussite des actions;

- **sous-régionalité**, simplement par l'expression d'un besoin énoncé par une institution nationale à travers l'organe décisionnaire de la COREP (Conseil des Ministres) ou sinon par l'obligation de mettre en coopération au moins deux Etats membres de la Commission pour une initiative d'intérêt public.

L'identification de projets et programmes devant entrer dans le cadre du PAS devra suivre une démarche de qualification par étape. Ces propositions pouvant émaner des Etats membres ou du Secrétariat à partir du dialogue entretenu avec les bailleurs de fonds.

Les projets admissibles seront classés en fonction des critères suivants :

- a) **cohérence**, mesurée en rapport avec le PAS et avec les actions déjà entreprises dans les Etats ou en référence à leurs besoins,
- b) **maîtrise**, considérée par rapport à l'initiative propre au projet et à sa conduite en évitant tout risque d'ingérence,
- c) **urgence**, perçue en réponse à une situation exceptionnelle que peut traverser un pays soumis à des événements sociaux, commerciaux, institutionnels, écologiques ou politiques,
- d) **synergie**, en fonction des relations du projet avec les initiatives déjà en place aux échelles internationales, régionales ou nationales,
- e) **coûts/avantages et valeur ajoutée**, afin de permettre une meilleure appréciation des attendus et des coûts liés à la politique de coopération ainsi qu'une juste évaluation de l'intérêt d'agir à l'échelle de la région COREP plutôt que dans différents pays simultanément.

La proposition actuelle de PAS constitue un support évolutif dans le processus de dialogue auquel il est censé contribuer. Le PAS fera l'objet de mises à jour et d'information régulière en direction des donateurs, des Etats membres et des autres partenaires de la COREP.

Le PAS précise les objectifs spécifiques à atteindre dans les domaines prioritaires de la COREP et propose un cadre d'intervention sous forme de mesures qui pourraient être envisagées selon les ressources disponibles.

Le PAS exprime une stratégie de développement et d'aménagement pour le long terme ainsi que les principaux éléments d'un programme d'action indicatif.

LES PRINCIPALES COMPOSANTES IDENTIFIEES POUR LE PLAN D'ACTION STRATEGIQUE 2009 - 2015

Les principales composantes du PAS sont :

- A/ Evaluation et caractérisation du potentiel halieutique et caractérisation des stocks (chevauchants, partagés ou d'intérêt économique commun).
- B/ Evaluation et caractérisation du potentiel économique associé aux ressources halieutiques (rente).
- C/ Renforcement institutionnel aux échelles i) de la région de la COREP toute entière, ii) des Etats parties et, iii) des pêcheries d'intérêt économique principal ou commun.
- D/ Evaluation des coûts et étude des voies et moyens de structuration régionale et de renforcement des services de la recherche, du suivi, contrôle et surveillance des pêches.
- E/ Harmonisation des conditions d'accès et d'exploitation des ressources halieutiques prenant en compte les accords de pêche internationaux et les migrations humaines.
- F/ Assistance technique et financière à l'échelle de la région COREP et des régions littorales dépendantes de la pêche.
- G/ Information, communication, formation.

La mise en œuvre du PAS sera coordonnée par la COREP et facilitée par son Secrétariat. Elle sera basée sur :

- **une approche adaptative et transparente** reposant sur les principes du Code de conduite pour une pêche responsable, les instruments internationaux qui le complètent, ainsi que sur le principe de précaution ;
- **une approche systémique de la gestion durable des pêcheries**, reconnaissant d'une part la relation dynamique et adaptative qui existe entre les principales composantes fondamentales du processus de gestion (recherche, information, politiques, régulation, et suivi-contrôle-surveillance) et prenant fait, d'autre part,

de l'importance d'une prise en compte globale des interactions qui existent entre les principales composantes des pêcheries de la COREP (pêche étrangère et domestique ; pêche industrielle et artisanale) ;

- **un souci permanent de coopération régionale** en matière d'utilisation et de développement des capacités, ainsi qu'en matière de recherche ciblée ;
- **le partage des connaissances et de l'information** utile à la gestion durable des ressources halieutiques et des écosystèmes marins et côtiers ;
- **la préparation de programmes opérationnels à court terme** spécifiant les activités à entreprendre ainsi que le rôle et les responsabilités des Etats parties de la COREP, de ses organes institutionnels et autres parties prenantes dans la mise en œuvre du plan d'action stratégique.

PROPOSITION DE CONTENU POUR CHACUNE DES COMPOSANTES IDENTIFIEES

Pour atteindre ces objectifs et en application des décisions de la Session extraordinaire du Conseil des Ministres de la COREP, tenue à Libreville (Gabon) du 28 au 29 Avril 2004, le Secrétariat général, avec l'appui technique de la FAO, a élaboré les lignes directrices du Plan d'action stratégique qui comporte les priorités ci-après :

A/ Evaluation et caractérisation du potentiel halieutique et caractérisation des stocks chevauchants, partagés ou d'intérêt économique commun.

- A.1/ Décrire le potentiel des ressources halieutiques de la zone couverte par la Convention COREP ;
- A.2/ Identifier/classer les stocks chevauchants, partagés et/ou d'intérêt économique commun;
- A.3/ Faire le diagnostic des stocks, en mettant en évidence le niveau de leur exploitation ou le niveau de leur exposition à des risques écologiques ;
- A.4/ En admettant l'intérêt des Etats membres de la COREP sur l'ensemble des stocks de la sous région, définir les zones de pêche nationales et les zones de pêche à dimension régionale;

La définition des priorités devra se faire sur la base de l'identification des pêcheries d'intérêt majeur pour la région COREP. Leur rang de priorité pouvant tenir à différents arguments dont :

- a) le niveau des menaces qui pèsent sur elles (surexploitation, pillage par la pêche illicite...),
- b) leur poids dans les économies ou les fonctions sociales qu'elles représentent dans des Etats parties de la COREP ;
- c) l'intérêt commun qu'elles représentent (grands pélagiques et développement infrastructures à terre, ressources démersales marchés exportation occidentaux ou asiatiques, petits pélagiques marchés intérieurs et export Afrique),
- d) les accords internationaux qu'elles légitiment (avec l'intérêt d'un partage d'information et de suivi et de mise en communs de services pour l'aménagement et le suivi des flottes étrangères sous accord),
- e) les recettes externes qui leurs sont associées (analyser les effets négatifs de fiscalités non harmonisées entre les Etats parties de la COREP),
- f) les comportements de pêche illicite qu'elles motivent (difficulté de surveillance dans certains zones internes à la COREP ou limitrophes offrant des possibilités de repli rapide et donc d'échappement aux moyens de surveillance communs...).

B/ Evaluation et caractérisation du potentiel économique associé aux ressources halieutiques

B.1/ Analyser les différentes filières de produits de la mer depuis les systèmes d'exploitation qui leurs sont associés jusqu'aux marchés et débouchés potentiels ;

B.2/ Développer une approche de la valeur des principales pêcheries régionales (approche des rentes économiques potentielles associées à certains stocks ou espèces) et en fournir une analyse prospective dans l'hypothèse d'un rétablissement des niveaux d'exploitation durable ;

B.3/ Mettre en parallèle ces évaluations pour juger des contributions potentielles de l'économie de certaines pêcheries à la croissance économique des pays de la COREP ;

B.4/ Mesurer les manques à gagner dans les politiques de non régulation des niveaux de prélèvement sur ces stocks et/ou de non régulation des conditions d'accès aux ressources (mesures techniques, fiscalité, accords de pêche...);

B.5/ Développer un observatoire économique des pêches devant permettre d'évaluer les attendus économiques en retour des investissements publics et de suivre les effets des politiques sectorielles à l'échelle de la sous région.

C/ Renforcement institutionnel aux échelles i) de la région de la COREP toute entière, ii) des Etats parties du COREP et, iii) des pêcheries d'intérêt économique principal ou commun

C.1/Analyser la structure de la COREP sur les plans administratif, institutionnel et légal ;

C.2/Identifier et évaluer les contraintes au fonctionnement optimal de cette structure pour en déterminer les besoins et les priorités d'ajustement en vu de réaliser les objectifs du PAS ;

C.3/Identifier les interventions attendues des organismes de coopération en matière de promotion de la pêche responsable et de mise en capacité de la COREP ;

C.4/Identifier dans chaque Etats parties de la COREP les institutions partenaires et agir en faveur de leur mise à niveau pour une pleine implication dans les composantes du PAS ;

C.5/Définir les institutions et groupes partenaires à chacun des échelons géographiques, institutionnels ou fonctionnels susceptibles d'agir dans le cadre de la COREP et sous incitation et mise à disposition de moyens associés au PAS ;

C.6/Identifier, définir et mettre en œuvre les moyens de formation des cadres de l'administration et de la profession devant jouer un rôle en coopération dans le cadre de la mise en œuvre des composantes du PAS ;

C.7/Définir et mettre en œuvre les procédures et processus de fonctionnement, d'initiative et de suivi évaluation conforme au nouveau statut de la COREP dans le cadre de la CEEAC ;

C.8/ Agir en faveur d'une approche coordonnée des plans de gestion des capacités de pêche pour l'ensemble des segments (industriels et artisans) des Etats parties de la COREP et étudier de façon coordonnée les mesures de suivi et d'ajustement nécessaires ;

C.9/ Agir en faveur du développement des outils et d'un plan de communication partant des organes de la COREP vers les Etats parties de la COREP et les partenaires extérieurs;

C.10/ Appuyer au développement des méthodes de définition et de mise en œuvre de plans d'aménagement par pêcheurie ;

C.11/ Appui au secrétariat pour faciliter les liaisons institutionnelles sur des dossiers récurrents concernant tour à tour l'un ou l'autre des Etats de la sous région comme par exemple : le contrôle qualité, la recherche et la programmation des campagnes océanographiques, la formation, le renforcement des liens entre recherche, décision pour l'aménagement et acteurs du secteur ou de la société civile.

D/ Evaluation des coûts et étude des voies et moyens de structuration régionale et de renforcement des services de recherche, de suivi, de contrôle et de surveillance des pêches

D.1/ Identifier et analyser les stratégies et les moyens nécessaires pour la mise en œuvre, par les différents Etats, d'activités de recherche, de suivi, de contrôle et de surveillance ;

D.2/ Procéder au renforcement des systèmes nationaux existants dans chacun de ces domaines et appuyer pour une mise en place dans les Etats où ils font défaut ;

D.3/ Mettre en place un mécanisme sous régional facilitant les actions de coopération entre les Etats et organismes chargés de la coordination des systèmes nationaux de recherche, de suivi, contrôle et surveillance ;

D.4/ Procéder à l'harmonisation des stratégies et à la mise en commun des moyens mis en place dans les Etats pour la recherche, et pour le suivi, contrôle et surveillance.

E/ Harmonisation des conditions d'accès et d'exploitation des ressources halieutiques prenant en compte les accords de pêche internationaux et les migrations humaines

- E.1/ Définir les options d'aménagement et d'exploitation des principaux stocks en vue de procéder à l'amélioration et au rapprochement des législations nationales en ce qui concerne les droits d'accès aux ressources halieutiques de la sous région tant pour les flottes nationales que pour les flottes étrangères ;
- E.2/ Effectuer le travail technique d'harmonisation des dispositions applicables à l'ensemble des navires dans la sous région. Ceci en fonction des priorités retenues (stocks, pêcheries) mais sans négliger la prise en compte des navires de pêche artisanale et en s'appuyant sur les accords signés entre Etats parties de la COREP ainsi que sur les accords internationaux avec des pays hors de la zone COREP ;
- E.3/ Examiner en profondeur les problèmes découlant de la délimitation des zones économiques exclusives et de la nationalité des navires de pêche en vue de dégager des solutions pratiques à soumettre aux instances compétentes ;
- E.4/ Contribuer à l'amélioration et au rapprochement des systèmes nationaux de collecte et de traitement des données statistiques sur les navires ayant accès aux ressources afin que celles-ci soient utilisables à l'échelle sous régionale ;
- E.5/ Contribuer à l'amélioration des schémas directeurs des pêches dans chaque Etat en les enrichissant des concepts d'approche précautionneuse de gestion des ressources et des principes du Code de Conduite pour une Pêche Responsable.
- E.6/ Agir en direction et en appui à la définition et à l'exécution d'un programme d'immatriculation et suivi des flottes artisanales travaillant dans les eaux des Etats parties de la COREP ;

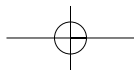
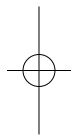
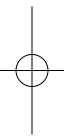
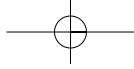
F/ Assistance technique et financière à l'échelle de la région COREP et des régions littorales dépendantes de la pêche

- F.1/ Dresser et entretenir un fichier des experts régionaux mobilisables à travers de la COREP pour venir en appui au PAS et aux projets programmes qui le composent ;

- F.2/ Répertoire les grands projets, programmes et initiatives qui peuvent permettre de conduire l'une des composantes du PAS ou qui complète les capacités propres de la COREP (tant sur le plan des capacités humaines que techniques ou financières) ;
- F.3/ Mettre en synergie ces grands programmes et projets avec les initiatives de la COREP à travers le développement d'un forum régulier des partenaires institutionnels externes aux institutions publiques nationales des Etats parties de la COREP ;
- F.4/ Etudier les voies et moyens de soutien aux investisseurs plaçant leur projet de développement d'activité de production de valorisation ou de commerce dans un cadre régional à la dimension de plusieurs pays de la COREP ;
- F.5/ Etudier et faciliter sur les bases les mises en synergie des opérateurs privés et d'institution investies de missions d'aide au développement ou/et à la protection des ressources et des milieux marins. Activités possibles dans le champ des pêches, de l'écotourisme, d'activités récréatives, sportives agissant en faveur de la protection des espèces et milieux.

G/ Information, communication, formation

- F.1/ Mettre en place les supports, réseaux et moyens de communication en direction des Etats membres de la COREP pour faciliter la circulation des informations susceptible de favoriser les initiatives communes dans la région, l'harmonisation des politiques et certaines initiatives nationales.
- F.2/ Développer une revue et différents supports de communication (site internet) en direction des organisations et institutions nationales, des organisations et partenaires internationaux, des opérateurs privés et publics impliqués dans les secteurs relevant du champ d'application du PAS.
- F.3/ Mettre en place des facilités d'organisation et de réponse au besoins de formation identifiés dans le cadre du PAS ou provenant des diagnostics et analyse des contextes nationaux. La COREP devra jouer un rôle de facilitateur des initiatives en matière d'organisation de formations utiles à la bonne exécution des projets contenus dans le PAS. Il devra pour cela disposer d'une banque d'information sur les formateurs et organisations susceptibles d'intervenir dans ce domaine et faciliter leur mobilisation par rapport à des moyens propres ou l'implication de partenaires au développement.





PLAN DE ACCIÓN
ESTRATEGICO (PAS)
2009-2015

20

PRÓLOGO

El Plan de Acción Estratégico (PAS) preparado por el Comité Regional de Pesca del Golfo de Guinea (COREP), constituye para el Comité un útil de orientación y de planificación propio cuya finalidad principal será de asegurar la durabilidad de la utilización de los recursos de pesca en la región. Consiste en reforzar y facilitar la aplicación de las actividades del COREP a largo plazo (2009 – 2015).

El PAS determina los objetivos específicos a alcanzar en los dominios prioritarios del COREP y propone un marco de intervención bajo la forma de medidas que podrán ser consideradas según los discursos disponibles. El presenta una estrategia de desarrollo y de disposiciones para largo plazo así como los principales elementos de un programa de acción indicativo.

A través de acciones dirigidas hacia el sector de pesca serán mencionados los objetivos de lucha contra la pobreza por : (i) una conservación del empleo en las zonas que dependen de la pesca, (ii) un incremento de ingresos de las poblaciones del litoral, (iii) una aportación a la seguridad alimenticia, (iv) una contribución del sector de pesca a los equilibrios económicos y financieros de los Estados, (v) así como un respeto de los equilibrios bioecológicos de los espacios y de los recursos marinos.

El PAS fue elaborado con el apoyo técnico y financiero de la FAO sobre la base de talleres de reflexión y de consultaciones técnicas, así como sobre una amplia concertación con los cuadros de los Estados miembros y de colaboradores que participan por el desarrollo. El código de conducta para una pesca responsable sirvió de referencia para su elaboración. El PAS fue adoptado por la Conferencia de Ministros del COREP, celebrada en Brazzaville del 9 al 11 de julio de 2008.

Consideraciones preliminares

LA CONVENCIÓN RELATIVA AL DESARROLLO REGIONAL DE PESCA EN EL GOLFO DE GUINEA

En cumplimiento de los recomendaciones pertinentes del derecho de la mar de las Naciones Unidas de 1982, la Convención relativa al desarrollo de la pesca en el Golfo de Guinea fue firmadoo por tres Estados ribereños del Golfo de Guinea (Congo, RD del Congo, Gabón) y fue rubricado por dos Estados (Guinea Ecuatorial y Sao Tomé y Príncipe) el 21 de junio de 1984 en Libreville (Gabón). Camerún integra la Convención firmándola en 2005.

Esta Convención ofrece las bases jurídicas y prácticas para el desarrollo de una cooperación pesquera entre los Estados ribereños del Golfo de Guinea. Además, ella constituye un marco de concertación para poner en cumplimiento los principios del código de conducta para una pesca responsable, y los instrumentos internacionales relativos a la gestión de los recursos de pesca y el principio de precaución.

Mediante esta Convención, los Estados miembros firmantes respectivos, de coordinar, de armonizar y de desarrollar la comunes o de intereses comunes que se encuentran en el conjunto de sus zonas económicas exclusivas.

OBJETIVOS DEL COMITÉ REGIONAL DE PESCA DEL GOLFO DE GUINEA

La misión del COREP está resumida en su objetivo global que consiste en ayudar a los Estados miembros con miras a proteger y de valorar de manera sostenible, los recursos de pesca así como promover el desarrollo de la acuicultura, con miras a maximizar la explotación de las potencialidades de los medios acuáticos y de garantizar el bien estar de la mayoría de los habitantes. La elección de este objetivo global está vinculado por el hecho que el sector de

pesca tiene un papel múltiple en la economía de los Estados miembros de COREP, especialmente por :

- Su contribución en la seguridad alimenticia;
- Su participación en la lucha contra la pobreza;
- Por el hecho de que el pescado es la principal fuente de proteínas de origen animal;
- Su aportación en divisas extranjeras;
- Las posibilidades vinculadas en la creación de riquezas y de empleos sostenibles.

Para los Estados miembros de la COREP, las necesidades de cooperación al nivel subregional son numerosas, especialmente debido a :

- La naturaleza integrada de los ecosistemas costeros y marinos;
- La interfaz tierra y mar de los países insulares y los complejos hidráulicos y los grandes ríos continentales;
- La diversidad de los niveles de desarrollo económico y social;
- La diversidad histórica, cultural y de lenguas;
- La semejanza de las necesidades cuya satisfacción será facilitada por la asociación de los medios regionales comunes disponibles, a saber: los recursos humanos, los recursos financieros, las estructuras de formación y de investigación, así como los medios y la capacidad para el seguimiento, control y vigilancia así como las infraestructuras de base, etc.

El objetivo global implica los objetivos específicos siguientes:

- Promover la conservación y la protección de los recursos de pesca y los ecosistemas acuáticos;
- Crear una política coordinada y armonizada de reglas de acceso y de adquisición de los derechos de pesca;
- Promover las inversiones privadas así como las inversiones públicas en los dominios institucionales (estructuras de gestión, de formación y de investigación) y las infraestructuras.

PRINCIPALES ORIENTACIONES DECIDIDAS EN LA CONVENCION

La convención por la que se crea la COREP pone un acento particular sobre los siguientes asuntos :

- La armonización de las políticas de pesca de los Estados miembros;
- La promoción de una cooperación activa en el campo de desarrollo y de instalación de pescaderías en los Estados miembros;
- La determinación de una posición concertada con respecto a la actividad de los barcos de pesca de países terceros acordando un trato favorable a los barcos de pesca con bandera de los Estados miembros;
- La promoción de la creación de empresas mixtas entre los súbditos de los Estados miembros;
- La preservación y la protección de los ecosistemas acuáticos, tanto en la aguas marítimas que en las aguas continentales;
- La coordinación y el seguimiento de los programas de investigación y de formación en el dominio de pesca y de acuicultura;
- La estimación de los recursos que se encuentran en las aguas que dependen de la soberanía o de la jurisdicción de varios Estados miembros;
- El proceso, el análisis y la remisión a los Estados miembros de los datos científicos y técnicos así como las informaciones relativas a la acuicultura;
- La incitación de los demás Estados miembros sin litoral a las medidas de conservación y de gestión de los recursos de pesca del Golfo de Guinea;
- El desarrollo responsable de la acuicultura en las zonas dependientes de la jurisdicción de los Estados miembros;
- El desarrollo responsable de la acuicultura en los ecosistemas acuáticos transfronterizos;
- La creación de un marco jurídico administrativo eficaz en los niveles local, nacional y regional, con fines de la conservación de los recursos de pesca y la construcción de pescaderías.

PLAN DE ACCIÓN ESTRATEGICO

El Consejo de Ministros de la COREP se reunió en Brazzaville del 9 al 11 de Julio de 2008 en el marco de su VII sesión ordinaria;

Reconociendo lo que está en juego, de extrema importancia lo que la pesca representa para los Estados miembros de la COREP sobre los planes económico y social

Consciente del papel del sector como apoyo de su política de lucha contra la pobreza y la mejora de la seguridad alimenticia;

Preocupados por la degradación creciente del estado de los recursos de pesca de la subregión;

Reconociendo la necesidad de seguir un enfoque concertado de precaución en el dominio de la construcción de pescadería;

Reafirmando su voluntad de reforzar su colaboración y el papel de la COREP a fin de asegurar la duración de la utilización de los recursos de pesca;

Observando la necesidad para la COREP de dotarse de un marco de intervención reforzada y de un instrumento de orientación y de planificación propio;

Los Ministros adoptaron el plan de Acción Estratégico siguiente:

OBJETIVO, METODO Y PRIINCIPIOS DEL PLAN DE ACCIÓN ESTRATEGICO

El plan de Acción Estratégico (PAS) constituye para la COREP un instrumento de orientación y de planificación propio cuyo objetivo principal será de asegurar la duración de la utilización de los recursos de pesca en la región. El consiste en reforzar y facilitar la aplicación de las actividades de la COREP a largo plazo (2009 – 2015).

Mediante las acciones dirigidas hacia el sector de pesca tendrán por finalidad la lucha contra la pobreza por : (i) un mantenimiento del empleo en las zonas que dependen de la pesca, (ii) un aumento de los ingresos de las poblaciones de los litorales, (iii) una aportación a la seguridad alimenticia, (iv) una contribución del sector de pesca en los equilibrios económicos y financieros de los Estados, (v) así como un respeto de los equilibrios bioecológicos de los espacios y de los recursos marítimos.

El PAS propone los colaboradores de la COREP un marco propicio a la presentación común de proyectos de apoyo más coherentes. Estos proyectos de apoyo serán promovidos mediante los componentes que constituyen las bases de este programa de acción en la zona COREP que debe servir para la aplicación del PAS. La aplicación del PAS se basa imperativamente sobre el respeto de los principios de :

- **proporcionalidad**, dicho de otra manera, poner en coherencia permanente las acciones previstas y los medios que debe disponer COREP para su realización en las condiciones necesarias para garantizar su éxito,
- **ayuda**, mediante un diálogo y una implicación reforzada de las instituciones de la COREP a fin de apreciar, en función de lo que se debe hacer, de lo que se debe emprender en el momento más oportuno y lo más benéfico para el éxito de las acciones,
- **subregionalidad**, simplemente por la expresión de una necesidad presentada por una institución nacional mediante la institución de decisión de la COREP (Consejo de Ministros) o por la obligación de poner en cooperación por lo

menos dos Estados miembros de la Comisión para una iniciativa de interés público.

La identificación de proyectos y programas que serán presentados en el marco del PAS deberá seguir un trámite de calificación por etapa. Estas proposiciones podrán venir de los Estados miembros o de la Secretaría a partir del diálogo que se tenga con los proveedores de fondos.

Los proyectos admitidos serán clasificados en función de los siguientes criterios:

- a) **la coherencia**, moderada en relación con el PAS y con las acciones ya emprendidas en los Estados o teniendo en cuenta sus necesidades;
- b) **el dominio**, considerado en comparación con la iniciativa propia al proyecto y a su comportamiento evitando todo riesgo de injerencia,
- c) **la urgencia**, percibido en repuesta a una situación de excepción que puede ocurrir en un país sometido a problemas sociales, comerciales, institucionales, ecológicos o políticos,
- d) **acción conjunta**, en función de las relaciones del proyecto con las iniciativas existentes en las escalas internacionales, regionales o nacionales,
- e) **coste/ventajas y el valor añadido**, con el fin de permitir una mejor apreciación teniendo en cuenta los costes ligados a la política de cooperación así como una estimación justa del interés de actuar en la escala de la región COREP más bien que en los diferentes países simultáneamente.

La proposición actual del PAS constituye un apoyo evolutivo en el proceso del diálogo a la cual se le considerará contribuir. El PAS será actualizado y de información cotidiana a transmitir a los donantes, los Estados miembros y los demás colaboradores del COREP.

El PAS determina los objetivos específicos a alcanzar en los dominios prioritarios del COREP y propone un marco de intervención en forma de medidas que podrán ser examinadas según los recursos disponibles.

El PAS expresa una estrategia de desarrollo y de acondicionamiento para largo plazo así como los principales elementos de un programa de acción indicativo.

LOS PRINCIPALES COMPONENTES IDENTIFICADOS PARA EL PLAN DE ACCIÓN ESTRATEGICO 2009 - 2015

Los principales componentes del PAS serán:

- A/ La estimación y caracterizar el potencial de pesca y caracterizar las reservas (que montan unos sobre otros repartidos o de interés económico común)
- B/ La estimación y caracterizar el potencial económico asociado a los recursos de pesca (renta)
- C/ Fortalecimiento institucional en las escalas: i) de toda la región de COREP, ii) de los Estados miembros y, iii) de las pescaderías de interés económica principal o común
- D/ La estimación de los costes y estudiar la posibilidad de la estructuración regional y de fortalecer los servicios de la investigación, del seguimiento, control y vigilancia de las pescas.
- E/ Armonizar las condiciones de acceso y de explotación de los recursos de pesca teniendo en cuenta los acuerdos internacionales de pesca y las migraciones humanas
- F/ Asistencia técnica y financiera a escala de la región de COREP y de las regiones litorales dependientes de la pesca.
- G/ Información, comunicación, formación. la aplicación del PAS será coordinada por la COREP y facilitada por su Secretaría. Ella se basará sobre:
 - **un enfoque adaptado y transparente** basado sobre los principios del plan de acción para una pesca responsable, los instrumentos internacionales que lo completan, así como sobre el principio de precaución;
 - **un enfoque sistemático de la gestión sostenible de las pescaderías**, reconociendo por una parte la relación dinámica y adaptada que existe entre los principales (investigación, información, política, regulación y seguimiento control-vigilancia) y teniendo en cuenta por otra parte, de la importancia de tener en cuenta de manera global las interacciones que existen entre los principales componentes de las pescaderías del COREP (pesca extranjera y domestica; pesca industrial y artesanal);

- **una preocupación permanente de cooperación regional** en el dominio de la utilización y de desarrollo de las capacidades, así como en el dominio de la investigación restringido;
- **el intercambio de experiencias y de información** útiles a la gestión sostenible de los recursos de pesca y de los ecosistemas marinos y costeras.
- **La preparación de programas operacionales a corto plazo**, especificando las actividades a emprender así como el papel y las responsabilidades de los Estados miembros del COREP, de sus instituciones y demás miembros que participan en la aplicación del plan de acción estratégico.

PROPOSICIÓN DE CONTENIDO PARA CADA UNO DE LOS COMPONENTES IDENTIFICADOS

Para alcanzar los objetivos y en cumplimiento de las decisiones de la sesión extraordinaria del Consejo de Ministros del COREP, celebrado en Libreville (Gabon) del 28 al 29 de Abril de 2004, la Secretaría general, con el apoyo técnico de la FAO, elaboró las líneas directrices del Plan de acción estratégico que contiene las siguientes prioridades:

A/ La estimación y determinar el potencial de pesca y determinar las reservas que montan unos sobre otros, repartidos o de interés económico común

- A.1/ Describir el potencial de los recursos de pesca de la zona que cubre la Convención del COREP
- A.2/ Identificar/clasificar las reservas que montan unos sobre otros, repartidos y/o de interés económico común;
- A.3/ Elaborar el diagnóstico de las reservas, presentando el nivel de su explotación o el nivel en el que están expuestos a riesgos ecológicos;
- A.4/ Aceptando el interés de los Estados miembros del COREP sobre el conjunto de las reservas de la subregión, definir las zonas de pesca nacionales y las zonas de pesca de dimensión regional;

La definición de las prioridades deberá hacerse sobre la base de la identificación de pescaderías de mayor interés para la región COREP. Su categoría de prioridad para poder presentar diferentes argumentos entre ellos :

- a) El nivel de manazas que representa para pesca (exceso de explotación, saqueo por la pesca ilegal.);
- b) Su importancia en las economías o sus funciones sociales que ella representa en los Estados miembros de la COREP;
- c) El interés común que ella representa (grandes pelágicas y desarrollo de las infraestructuras en tierra, recursos variados y mercado al explotación occidentales o asiáticos, pequeñas pelágicas mercados interiores y exportación en África.
- d) Los acuerdos internacionales que ella legaliza (con el interés de compartir la información y de seguimiento y compartir en común servicios para la creación y el seguimiento de flotas extranjeras con acuerdo);
- e) Los ingresos externos que le serán asociados/analizar los efectos negativos de fiscalidad todavía no armonizados entre los Estados miembros del COREP;
- f) El comportamiento de la pesca ilegal que ella ocasión (dificultad de vigilancia en algunas zonas internas del COREP o limítrofes que ofrecen las posibilidades de una retirada rápida y por consecuencia el desvío a los medios de vigilancia común...)

B/ La estimación y determinar el potencial económico asociado a los recursos de pesca

- B.1/ Analizar las diferentes ramificaciones de productos de la mar a partir de los sistemas asociados hasta la comercialización y las potenciales salidas;
- B.2/ Desarrollar un enfoque del valor de las principales pescaderías regionales (enfoque de rentas económicas potenciales asociados a algunas reservas o especie) y presentar un análisis prospectivo en la hipótesis de un restablecimiento de niveles de explotación sostenible;
- B.3/ Poner en comparación estas estimaciones para apreciar las contribuciones potenciales de la economía de algunas pescaderías en el crecimiento económico de los países del COREP;
- B.4/ Apreciar el beneficio previsto no obtenido en las políticas de falta de regularidad de niveles de descuento sobre estas reservas y/o la falta de regularidad de las condiciones de acceso en los recursos (medidas técnicas, fiscalidad, acuerdos de pesca..)

B.5/ Desarrollar un observatorio económico de pesca que permitirá la estimación de la extensión económica en rendimiento de las inversiones públicas y hacer seguimiento de los efectos de las políticas sectoriales a escala de la subregión.

C/ Fortalecimiento institucional en las escalas: i) de toda la región de COREP, ii) de los Estados miembros y, iii) de las pescaderías de interés económica principal o común

C.1/ Analizar la estructura del COREP a nivel administrativo, institucional y legal;

C.2/ Identificar y hacer la estimación de los obstáculos al funcionamiento óptimo de esta estructura para determinar las necesidades y las prioridades de reajuste con miras a realizar los objetivos del PAS;

C.3/ Identificar las intervenciones esperadas de los organismos de cooperación en el dominio de la promoción de la pesca responsable y de fortalecer la capacidad del COREP;

C.4/ Identificar en cada Estado miembro del COREP, las instituciones colaboradoras y actuar a favor de su puesta al día para una plena implicación en los componentes del PAS;

C.5/ Definir las instituciones y los grupos de colaboradores en cada una de las áreas geográficas, institucionales o funcionales capaces de actuar en el marco del COREP y su incitación y la disponibilidad de medios asociados al PAS;

C.6/ Identificar, definir y aplicar los medios de formación de los cuadros de la administración y de la profesión que deberán desempeñar un papel en cooperación en el marco de la aplicación de los componentes del PAS;

C.7/ Definir y aplicar los procedimientos y procesos de funcionamiento, de iniciativa y de seguimiento estimativo en conformidad con el nuevo estatuto del COREP en el marco de la CEEAC;

C.8/ Actuar a favor de un enfoque coordinado de los planes de gestión de las capacidades de pesca para todas las categorías (industrial y artesanal) de los Estados miembros del COREP y estudiar de manera coordinada las medidas de seguimiento y de reajuste necesario;

C.9/ Actuar a favor del desarrollo de los instrumentos y de un plan de comunicación procedentes de los órganos del COREP hacia los Estados miembros del COREP y los colaboradores exteriores;

C.10/ Apoyar el desarrollo de los métodos de definición y de aplicación de planes de instalación por pescadería;

C.11/ Apoyar a la Secretaría para facilitar la relación institucional sobre los expedientes recurrentes relativo a un Estado de la subregión por turno, por ejemplo : el control de calidad, la investigación y la programación de las compañías oceanográficas, la formación, el fortalecimiento de lazos entre investigadores, decisión para la instalación y actores del sector o de la sociedad civil.

D/ Estimación de los costos y estudio de la vías y medios de estructuración regional y de fortalecimiento de los servicios de investigación, de seguimiento, de control y de vigilancia de las pescas.

D.1/ Identificar y analizar las estrategias y los medios necesarios para la aplicación, por los diferentes Estados, actividades de investigación, de seguimiento, de control y de vigilancia;

D.2/ Proceder al fortalecimiento de los sistemas nacionales existentes en cada uno de los dominios y apoyado por la creación en los Estados donde haga falta;

D.3/ Crear un mecanismo subregional que facilitará las acciones de cooperación entre los Estados y organismos encargados de la coordinación de los sistemas nacionales de investigación, de seguimiento, control y vigilancia;

D.4/ Proceder a la armonización de las estrategias y la puesta en común de los medios creados en los Estados para la investigación, el seguimiento, control y vigilancia.

E/ Armonización de las condiciones de acceso y de explotación de los recursos de pesca teniendo en cuenta los acuerdos de pesca internacionales y las migraciones humanas

E.1/ Definir las opciones de acondicionamiento y de explotación de las principales reservas con miras a la mejora y a la armonización de las

legislaciones nacionales en lo que respecta los derechos a los recursos de pesca de la subregión tanto para las flotas nacionales como para las flotas extranjeras;

E.2/ Realizar el trabajo técnico de armonización de las disposiciones aplicables al conjunto de los barcos en la subregión. Esto en función de las prioridades adoptadas (reservas, pescaderías) sin menos preciar la importancia de los barcos de pesca artesanal y basándose sobre los acuerdos firmados entre los Estados miembros del COREP así como sobre los acuerdos internacionales con los países exteriores a la zona del COREP.

E.3/ Examinar detenidamente los problemas procedentes de la delimitación de las zonas económicas exclusivas y de la nacionalidad de los barcos de pesca con miras a sacar las soluciones prácticas a someter a los órganos componentes;*

E.4/ Contribuir a la mejora y la comparación de los sistemas nacionales de la recolecta y tratamiento de datos estadísticos sobre los barcos que tengan acceso a los recursos marinos con el fin de que estos sean utilizados en la escala subregional;

E.5/ Contribuir a la mejora de esquemas directores de pesca en cada Estado mejorándoles con conceptos de enfoque precavidos de gestión de los recursos marinos y los principios del plan de acción para una pesca responsable;

E.6/ Actuar en dirección y para apoyar la definición y la ejecución de un programa de matricular y hacer seguimiento de las flotas artesanales que operan en las aguas de los Estados miembros del COREP.

F/ Asistencia técnica y financiera al nivel de la región del COREP y de las regiones litorales que dependen de la pesca

F.1/ Preparar y mantener un fichero de los expertos regionales mobilizables en la zona COREP para apoyar el PAS y a los proyectos programados que lo componen;

F.2/ Inventariar los grandes proyectos, programas e iniciativas que puedan permitir movilizar uno de los componentes del PAS o que completa las

capacidades propias del COREP (tanto sobre el plan de las capacidades humanas que técnicas o financieras);

F.3/ Coordinar estos grandes programas y proyectos con la iniciativa del COREP mediante el desarrollo de un fórum regular de colaboradores internacionales externos a las instituciones públicas nacionales de los Estados miembros del COREP

F.4/ Estudiar todos los medios al alcance para apoyar a los inversores que ponen su proyecto de desarrollo y de actividad de producción, de valoración o de comercio en un marco regional en la dimensión de varios países del COREP;

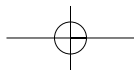
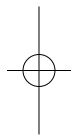
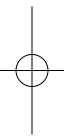
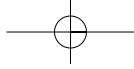
F.5/ Estudiar y facilitar sobre la base de unir los operadores privados de institución con mandato de ayuda al desarrollo y/o a la protección de los recursos marinos. Actividad posible en el campo de la pesca, del ecoturismo, de las actividades recreativas, deportivas que trabajan a favor de la protección de las especies y el entorno.

G/ Información, comunicación y formación

G.1/ Crear el sostén, red y medios de comunicación hacia los Estados miembros del COREP para facilitar la circulación de las informaciones capaces de favorecer las iniciativas comunes en la región, armonizar las políticas y algunas iniciativas nacionales;

G.2/ Desarrollar una revista y diferentes apoyos de comunicación (internet) hacia las organizaciones e instituciones nacionales, las organizaciones y colaboradores internacionales, los operadores privados y públicos implicados en los sectores dependientes del campo de aplicación del PAS.

G.3/ Crear las facilidades de organización y de respuesta a las necesidades de formación identificados en el marco del PAS o procedentes de diagnósticos y análisis de contextos nacionales. El COREP deberá hacer un papel de facilitador de iniciativas en el dominio de organización de formaciones útiles para la buena ejecución de los proyectos contenidos en el PAS. El deberá formadores y organizaciones susceptibles de intervenir en este dominio y facilitar su movilización por medios propios o la implicación de colaboradores al desarrollo.





PLANO DE ACÇÃO
ESTRATÉGICO (PAE)

2009-2015



36

INTRODUÇÃO

O Plano de Acção Estratégico (PAE) preparado pelo Comité Regional das Pescas do Golfo da Guiné (COREP), constitui para o mesmo um instrumento de orientação e de planificação cujo objectivo principal é de garantir a sustentabilidade da utilização dos recursos haliêuticos na região. Consiste em reforçar e facilitar a implementação das actividades do COREP a longo prazo (2009-2015).

O PAE precisa os objectivos específicos a atingir nos domínios prioritários do COREP e propõe um quadro de intervenção sob a forma de medidas que poderão ser ponderadas segundo os recursos disponíveis. Exprime uma estratégia de desenvolvimento e de ordenamento a longo prazo assim como os principais elementos de um programa de acção indicativo. Através de accões dirigidas para o sector das pescas, visam-se objectivos de luta contra a pobreza mediante :

- (i) a garantia do emprego nas zonas que dependem da pesca,
- (ii) um aumento dos rendimentos das populações costeiras,
- (iii) um aporte para a segurança alimentar,
- (iv) uma contribuição do sector das pescas para os equilíbrios económicos e financeiros dos Estados assim como
- (v) um respeito dos equilíbrios bio-ecológicos dos espaços e dos recursos marítimos.

O PAE foi elaborado com o apoio técnico e financeiro da FAO na base de seminários de reflexão e de consultas técnicas, assim como a partir de uma longa concertação com os quadros dos Estados membros e dos parceiros ligados às accões de desenvolvimento. O código de conduta para uma pesca responsável serviu de referência para a sua elaboração.

O PAE foi adoptado pela Conferência de Ministros do COREP, reunidos em Brazzaville de 09 a 11 de Julho de 2008.

CONSIDERAÇÕES PRELIMINARES

A CONVENÇÃO RELATIVA AO DESENVOLVIMENTO REGIONAL DAS PESCAS NO GOLFO DA GUINÉ

Em aplicação das recomendações pertinentes do direito do mar das Nações Unidas, a Convenção relativa ao desenvolvimento das pescas no Golfo da Guiné foi assinado por três Estados (Congo, RDC Congo e o Gabão) e rubricado por dois Estados (Guiné Equatorial e São Tomé e Príncipe) em 21 de Junho de 1984 em Libreville (Gabão). Os Camarões assinaram posteriormente a Convenção em 2005.

Esta Convenção oferece as bases jurídicas e práticas para o desenvolvimento de uma cooperação no domínio halieutico entre os Estados do Golfo da Guiné. A mesma constitui, por outro lado, um quadro de concertação para a aplicação dos princípios do código de conduta com vista a uma pesca responsável, e dos instrumentos internacionais relativos à gestão dos recursos haliêuticos e do princípio de precaução.

Através desta convenção, as partes contratantes decidiram, sem derogar aos seus respectivos direitos soberanos, de coordenar, harmonizar e desenvolver a exploração das pescas, em função dos recursos comuns ou de interesse dos mesmos que se encontram no conjunto de suas zonas económicas exclusivas.

OBJECTIVOS DO COMITÉ REGIONAL DAS PESCAS DO GOLFO DA GUINÉ

A missão do COREP resume-se no seu objectivo global que consiste em assistir os Estados membros com vista a protegerem e valorizarem, de forma sustentável, os recursos haliêuticos assim como a promoverem o desenvolvimento da aquacultura, visando potenciar a exploração dos recursos dos meios aquáticos e garantir o bem-estar da maioria da população.

A escolba deste objectivo global está ligado ao facto de que o sector das pescas desempenha um papel multiforme na economia dos Estados partes do COREP, nomeadamente pelo (a) :

- sua contribuição para a segurança alimentar ;
- sua participação na luta contra a pobreza ;
- Facto do peixe constituir a principal fonte de aprotéínas de origem animal
- Seu aporte em divisas ;
- Possibilidades ligadas à criação de riquezas e de empregos estáveis,

Para os Estados membros do COREP, as necessidades de cooperação ao nível sub-regional são múltiplas, nomeadamente pelo facto da :

- Natureza integrada dos ecossistemas costeiros e marinhos ;
- Interface mar los países insulares e pelos complexos hidráulicos e grandes ríos continentais ;
- Diversidade dos níveis de desenvolvimento económico e social ;
- Diversidade relativa à dotação em recursos naturais ;
- Diversidade de história, de culturas e de línguas ;
- Semelhança das necessidades cuja satisfação seria facilitada através do reagrupamento reunião dos meios regionais disponíveis, a saber : os recursos humanos, os recursos financeiros, as estruturas de formação e de pesquisa, assim como os meios e capacidades de seguimento, controlo e vigilância e as infra estruturas de base, etc.

O objectivo glabal implica objectivos específicos seguintes :

- Promover a conservação e a proteção dos recursos haliêuticos e dos ecossistemas aquáticos ;
- Estabelecer uma política coordenada e harmonizada de regulamento do acesso e de atribuição dos direitos de pesca ;
- Promover os investimentos privados assim como os investimentos públicos nos domínios institucionais (estruturas de gestão, de formação e de pesquisa) e de infra-estruturas.

PRINCIPAIS ORIENTAÇÕES FIXADAS NA CONVENÇÃO

A Convenção que institui o COREP coloca um acento particular sobre as seguintes questões :

- A harmonização das políticas haliêuticas dos Estados partes ;
- A promoção de uma cooperação activa em matéria de desenvolvimento e de ordenamento das pescas nos Estados partes ;
- A determinação de uma atitude concertada relativa à actividade dos navios de pesca de Estados terceiros reservando um tratamento favorável às unidades de pesca pertencentes aos Estados partes ;
- A promoção da constituição de empresas conjuntas de pesca entre cidadãos dos Estados partes ;
- A preservação e a protecção dos ecossistemas aquáticos tanto nas águas marítimas como em águas continentais ;
- A coordenação e o seguimento dos programas de pesquisa e de formação em materia das pescas e da aquacultura ;
- A avaliação dos recursos que se encontram nos águas sob a jurisdição de varios Estados partes ;
- O tratamento, a análise e a disponibilização de dados científicos e técnicos assim como de informações sobre as pescas e a aquacultura ;
- O interesse dos outros Estados partes sem litoral pelas medidas de conservação e de gestão dos recursos haliêuticos do Golfo da Guiné ;
- O desenvolvimento responsável da aquacultura nas zonas de jurisdição dos Estados partes ;
- O desenvolvimento responsável da aquacultura nos ecossistemas aquáticos transfronteiriços ;
- O estabelecimento de um quadro jurídico administrativo eficaz ao nível local, nacional e regional, para fins de conservação dos recursos haliêuticos e de ordenamento das pescas.

PLANO DE ACÇÃO ESTRATÉGICO

O Conselho de Ministros do COREP reunido em Brazzaville de 09 a 11 de Julho de 2008 no quadro de VII sessão ordinária ;

Reconhecendo a importância de que se reveste a pesca para os Estados membros do COREP nos planos económico e social ;

Consciente do papel do sector como suporte de suas políticas de luta contra a pobreza e no âmbito da segurança alimentar ;

Preocupados com a degradação crescente da situação dos recursos haliêuticos ;

Notando a necessidade para o COREP de se dotar de um quadro de intervenção reforçado e de seu próprio instrumento de orientação e de planificação ;

Os Ministros adoptaram o seguinte Plano de Acção Estratégico.

OBJECTIVO, MÉTODO E PRINCÍPIOS DO PLANO DE ACÇÃO ESTRATÉGICO

O Plano de Acção Estratégico (PAE) constitui para o COREP um instrumento de orientação e de planificação cujo objectivo principal é de garantir a sustentabilidade da utilização dos recursos haliêuticos na região. Consiste em reforçar e facilitar a implementação das actividades do COREP a longo prazo, (2009-2015).

Através de acções dirigidas para o sector das pescas visam-se os objectivos de luta contra a pobreza mediante :

- (i) Uma estabilização do emprego nas zonas dependentes da pesca ;
- (ii) Um aumento dos rendimentos das populações litorais ;
- (iii) Um aporte para a segurança alimentar ;
- (iv) Uma contribuição do sector das pescas para os equilíbrios económicos e financeiros dos Estados assim ;
- (v) Como um respeito dos equilíbrios bio-ecológicos dos espaços e dos recursos marítimos ;

O PAE foi elaborado na base de seminários de reflexão e de consultas técnicas, assim como a partir de uma ampla concertação com os quadros dos Estados membros e com os parceiros que intervêm nas acções de desenvolvimento. O código de conduta para uma pesca responsável serviu de referência para a sua elaboração.

O PAE propõe aos parceiros do COREP um quadro propício para a formulação comum de projectos de apoio mais coerentes. Estes projectos de apoio são promovidos através de componentes que constituem as bases deste programa de acção na zona COREP que deve servir à implementação do PAE. A implementação do PAE assenta-se imperativamente no respeito dos princípios de :

- **Proporcionalidade**, ou seja, estabelecer a coerência permanente das acções previstas e dos meios de que deverá dispor o COREP para a sua realização nas condições necessárias ao seu êxito ;
- **Subsidiaridade**, através de um diálogo e uma implicação reforçada dos

orgãos do COREP a fim de julgar, em função do que for necessário o envidar-se esforço no que se afigurar mais oportuno e mais benéfico para o êxito das acções ;

- **Sub-regionlidadade**, simplesmente pela expressão de uma necessidade formulada por uma instituição nacional através do órgão de decisão do COREP, (Conselho de Ministros) ou por outras, pela obrigação de associar pelo menos dois Estados membros da Comissão numa iniciativa de interesse público.

A identificação de projectos e programas que devem ser inseridos no quadro do PAE deverá obdecer a uma démarche de qualificação por etapa. Estas propostas podem emanar dos Estados membros ou do Secretariado a partir do diálogo com os parceiros de desenvolvimento.

Os projectos aceites serão classificados em função dos seguintes critérios :

- a) Coerência, avaliada em relação com o PAE e com as acções já empreendidas nos Estados ou em referência às suas necessidades ;
- b) Controlo, considerado em relação à iniciativa própria do projecto e à sua condução precavendo-se contra todo o tipo de ingerência ;
- c) Urgência, a noção da resposta a uma situação excepcional que poderá ocorrer num país que registe perturbações sociais, comerciais, institucionais, ecológicas ou políticas ;
- d) Sinergia em função das relações do projecto com as iniciativas já estabelecidas aos níveis internacional, regional ou nacional ;
- e) Custos/vantagens e valor acrescentado, a fim de permitir uma melhor apreciação dos resultados esperados e dos custos ligados à política de cooperação assim como uma justa avaliação do interesse em agir-se à escala da região COREP ao invè de fazê-lo nos diferentes países simultâneamente.

A proposta actual do PAE constitui um suporte evolutivo no processo de diálogo relativamente ao qual o mesmo é chamado a dar a sua contribuição. O PAE fará objecto de actualização e de informação regular aos doadores, aos Estados membros e aos outros parceiros do COREP.

O PAE precisa os objectivos específicos a atingir-se nos domínios prioritários do COREP e propõe um quadro de intervenção sob a forma de medidas que poderão ser ponderadas em função dos recursos disponíveis.

O PAE exprime uma estratégia de desenvolvimento e de ordenamento para o longo prazo assim como os principais elementos de um programa de acção indicativo.

AS PRINCIPAIS COMPONENTES IDENTIFICADAS PARA O PLANO DE ACÇÃO ESTRATÉGICO 2009 – 2015

As principais componentes do PAE são :

A/ Avaliação e caracterização do potencial haliêutico e caracterização dos stocks (sobreposição partilhados ou de interesse económico comum).

B/ Avaliação e caracterização do potencial económico associado aos recursos haliêuticos (renda).

C/ Avaliação dos custos e estudo dos meios e vias de estruturação regional e de reforço dos serviços de pesquisa, do seguimento, controlo e supervisão das pescas.

E/ Harmonização das condições de acesso e de exploração dos recursos haliêuticos tendo em conta os acordos de pesca internacionais e as migrações humanas.

F/ Assistência técnica e financeira à escala da região COREP e das regiões litorais que dependem da pesca.

G/ Informação, comunicação, formação

A implementação do PAE será coordenada pelo COREP e facilitada pelo seu secretariado. A mesma basear-se-á :

- Numa abordagem adaptável e transparente assente em princípios do código de conduta para uma pesca responsável, nos instrumentos internacionais que o completam, assim como no princípio de precaução ;
- Numa abordagem sistémica da gestão sustentável das pescas reconhecendo

por um lado a relação dinâmica e adaptável que existe entre as principais componentes fundamentais do processo de gestão (pesquisa, informação, políticos, regulação e segmento – controlo - supervisão) e tendo também em conta a importância de uma visão global das interações que existem entre as principais componentes das pescas do COREP (pesca estrangeira e doméstica ; pesca industrial e artesanal) ;

- Uma orientação permanente por uma cooperação regional em matéria de utilização e de desenvolvimento das capacidades, assim como em matéria de pesquisa ;
- A troca de experiências e de informações úteis à gestão sustentável dos recursos haliêuticos e dos ecossistemas marinhos e costeiros ;
- A preparação de programas operacionais a curto prazo especificando as actividades a serem empreendidas assim como o papel e as responsabilidades dos Estados partes do COREP, de seus órgãos institucionais e de outras partes envolvidas na implementação do plano de acção estratégico.

PROPOSTA DE CONTEÚDO PARA CADA UMA DAS COMPONENTES IDENTIFICADAS

Para atingir estes objectivos e em aplicação das decisões da sessão extraordinária do Conselho de Ministros do COREP, realizada em Libreville (Gabão) de 28 a 29 de Abril de 2004, o Secretariado Geral, com o apoio da FAO, elaborou as directrizes do Plano de Acção estratégico que comporta as seguintes prioridades :

A/ Avaliação e caracterização do potencial haliêutico e caracterização dos stocks sobrepostos, partilhados ou de interesse económico comum

- A.1/ Descrever o potencial dos recursos haliêuticos da zona coberta pela Convenção do COREP
- A.2/ Identificar/classificar os stocks sobrepostos, partilhados e/ou de interesse económico comum ;
- A.3/ Fazer o diagnóstico dos stocks, colocando em evidência o nível de sua exploração ou o nível de sua exposição aos riscos ecológicos ;

A 4/ Admitindo o interesse dos Estados membros do COREP no conjunto dos stocks da sub-região, definir as zonas de pesca nacionais e as de pesca de dimensão regional.

A definição das prioridades deverá ser feita na base da identificação das pescas de interesse maior para a região COREP. Seu grau de prioridade estará associado a diferentes argumentos, sendo :

- a) O nível das ameaças que pesam sobre as mesmas (exploração excessiva, pilhagem por pesca ilícita...);
- b) Seu peso nas economias ou nas funções sociais que as mesmas representam nos Estados partes do COREP;
- c) O interesse comum que as mesmas representam (grandes pelágicos e desenvolvimento das infra-estruturas na terra, recursos demersais e mercados de exportação ocidentais ou asiáticos, pequenos pelágicos, mercados internos e exportação em África);
- d) Os acordos internacionais que as mesmas legitimam (com o interesse de uma troca de informações e de seguimento e de colaboração dos serviços para o ordenamento e o controlo das frotas estrangeiras sob acordo);
- e) As receitas externas que lhes estão associadas (analisar os efeitos negativos de fiscalidades não harmonizadas entre os Estados partes do COREP);
- f) Os comportamentos de pesca ilícita que as mesmas provocam (dificuldade de controlo em algumas zonas internas do COREP ou limítrofes que oferecem possibilidades de fuga rápida e portanto que contornam os meios de vigilância comuns...)

B/ Avaliação e caracterização do potencial económico associado aos recursos haliêuticos

B.1/ Analisar os diferentes tipos de produtos do mar desde os sistemas de exploração associados aos mesmos até os mercados e outras saídas conexas

B.2/ Desenvolver uma abordagem do valor das principais actividades pesqueiras regionais (abordagem das rendas económicas potenciais associadas

- a alguns stocks ou espécies) e efectuar uma análise prospectiva na hipótese de um restabelecimento dos níveis de exploração sustentável ;
- B.3/ Confrontar estas avaliações para ajuizar sobre as contribuições potenciais na economia de algumas actividades pesqueiras no crescimento económico dos países do COREP ;
- B.4/ Avaliar as perdas ligadas às políticas de não regulação dos níveis de captura dos stocks e/ou de não regulação das condições de acesso aos recursos (medidas técnicas, fiscalidade, acordos de pesca...) ;
- B.5/ Desenvolver um observatório económico das pescas que permitirá avaliar o impacto económico resultante dos investimentos públicos e de seguir os efeitos das políticas sectoriais à escala da sub-região.

C/ Reforço institucional às escalas, i) da região do COREP no seu todo, ii) dos Estados partes do COREP e, iii) das actividades pesqueiras de interesse económico principal ou comum.

- C.1/ Analizar a estrutura do COREP nos planos administrativo, institucional e legal ;
- C.2/ Identificar e avaliar os constrangimentos ao funcionamento efectivo desta estrutura a fim de determinar as necessidades e as prioridades com vista a realizar os objectivos do PAE ;
- C.3/ Identificar as possíveis intervenções de organismos de cooperação em matéria de promoção da pesca responsável e de reforço das capacidades do COREP ;
- C.4/ Identificar em cada Estado membro do COREP as instituições parceiras e agir com vista ao reforço da sua capacidade na perspectiva de maior implicação das mesmas nas componentes do PAE ;
- C.5/ Definir as instituições e grupos parceiros em cada um dos escalões geográficos, institucionais ou funcionais susceptíveis de agirem no quadro do COREP e disponibilização de meios associados ao PAE ;
- C.6/ Identificar, definir e adoptar os meios de formação dos quadros da administração e da profissão que deverão desempenhar um papel no quadro da implementação das componentes do PAE ;

- C.7/ Definir e adoptar as normas e procedimentos de funcionamento, de iniciativa e seguimento-avaliação em conformidade com o novo estatuto do COREP no quadro da CEEAC ;
- C.8/ Agir com vista a uma abordagem coordenada dos planos de gestão das capacidades de pesca para o conjunto dos sectores (industrial e artesanal) dos Estados partes do COREP e estudar de forma coordenada as medidas de seguimento e de ajustamento necessárias ;
- C.9/ Agir com vista ao desenvolvimento de instrumentos e de um plano de comunicação partindo dos órgãos do COREP para os Estados partes do COREP e para os parceiros externos ;
- C.10/ Apoiar o desenvolvimento de métodos de definição e de implementação de planos de ordenamento por actividade pesqueira ;
- C.11/ Apoio ao Secretariado para facilitar as articulações institucionais para os dossiers recorrentes relativos a um ou outro Estado da sub-região como por exemplo : o controlo de qualidade, a pesquisa e a programação das companhias oceanográficas, a formação, o reforço da articulação entre a pesquisa, a decisão que visa o ordenamento e actores do sector ou da sociedade civil.

D/ Avaliação dos custos e estudo das vias e meios de estruturação regional e de reforço dos serviços de pesquisa, de seguimento, de controlo e de vigilância das pescas

- D.1/ Identificar e analisar as estratégias e os meios necessários para a implementação, pelos diferentes Estados, de actividades de pesquisa, de seguimento, de controlo e de vigilância ;
- D.2/ Proceder ao reforço dos sistemas nacionais existentes em cada um dos dominios e envidar esforços pelo seu estabelecimento nos Estados que carecem das mesmas ;
- D.3/ Criar um mecanismo sub-regional que facilite as acções de cooperação entre os Estados e organismos encarregues da coordenação dos sistemas nacionais de pesquisa, de seguimento, controlo e vigilância ;
- D.4/ Proceder à harmonização das estratégias e reunir os meios disponíveis nos Estados para a pesquisa e, para o seguimento, controlo e vigilância ;

E/ Harmonização das condições de acesso e de exploração dos recursos haliêuticos tendo em conta os acordos de pesca internacionais e as migrações humanas.

- E.1/ Definir as opções de ordenamento e de exploração dos principais stocks com vista a proceder-se a melhoria e à aproximação das legislações nacionais no que concerne os direitos de acesso aos recursos haliêuticos da sub-região tanto para as frotas nacionais como para as estrangeiras ;
- E.2/ Efectuar o trabalho técnico de harmonização das disposições aplicáveis ao conjunto dos navios da sub-região. Isto em função das prioridades retidas (stocks, zonas de pesca) mas tendo no entanto em linha de conta os navios de pesca artesanal e apoiando-se nos acordos assinados entre os Estados partes do COREP assim como nos acordos internacionais com os países fora da zona COREP ;
- E.3/ Analizar de forma cuidada os problemas resultantes da delimitação das zonas económicas exclusivas e da nacionalidade dos navios de pesca com vista a apontar-se as soluções práticas a serem submetidas às instâncias competentes ;
- E.4/ Contribuir para a melhoria e para a aproximação dos sistemas nacionais de recolha e de tratamento de dados estatísticos sobre os navios que têm acesso aos recursos de forma a que os mesmos sejam utilizados à escala sub-regional ;
- E.5/ Contribuir para a melhoria dos esquemas directores das pescas em cada Estado enriquecendo-os com conceitos na perspectiva da precaução na gestão dos recursos e dos princípios do código de conduta para uma pesca responsável ;
- E.6/ Agir em direcção e em apoio à definição e à execução de um programa de matrícula e seguimento das frotas artesanais que operam nas águas dos Estados partes do COREP.

F/ Assistência técnica e financeira à escada da região COREP e das regiões que dependem da actividade da pesca

- F.1/ Elaborar um ficheiro dos peritos regionais mobilizáveis através do COREP para intervirem no quadro do PAE e nos projectos programas que o compõem ;
- F.2/ Repertoriar os grandes projectos, programas e iniciativas que permitam levar a cabo uma das componentes do PAE ou que completem as capacidades próprias do COREP (tanto no plano das capacidades humanas como técnicas ou financeiras) ;
- F.3/ Estabelecer a sinergia entre estes grandes programas e projectos e as iniciativas do COREP através do desenvolvimento de um fórum regular dos parceiros institucionais externos e instituições públicas nacionais dos Estados partes do COREP ;
- F.4/ Estudar as vias e meios de apoio aos investidores cujos projectos de desenvolvimento de produção, de valorização ou de comércio se inserem num quadro regional envolvendo vários países do COREP ;
- F.5/ Estudar e facilitar, na base do estabelecimento de sinergias entre operadores privados e instituições com a missão de ajuda ao desenvolvimento ou/e de protecção dos recursos e dos meios marinhos. Actividades possíveis no domínio das pescas, do ecoturismo, de actividades recreativas, desportivas tendentes à protecção das espécies e meios.

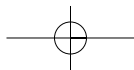
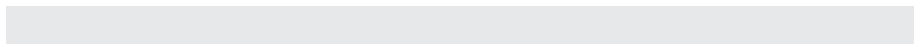
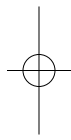
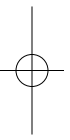
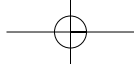
G/ Informação comunicação, formação

- G.1/ Estabelecer os suportes, sedes e meios de comunicação direccionados para os Estados membros do COREP para facilitar a circulação de informações susceptíveis de favorecerem as iniciativas comuns na região, a harmonização das políticas e algumas iniciativas nacionais ;
- G.2/ Desenvolver uma revista e diferentes suportes de comunicação (site internet) direccionados para as organizações e instituições nacionais, as organizações e parceiros internacionais, os operadores privados e públicos

co

implicados nos sectores ligados ao domínio de aplicação do PAE ;

G.3/ Criar facilidades de organização e de resposta às necessidades de formação identificadas no quadro do PAE ou resultante de diagnósticos e análises dos contextos nacionais. O COREP deverá desempenhar um papel de facilitador das iniciativas em matéria de organização de formações necessárias à boa execução dos projectos inseridos no PAE. Deverá para o efeito dispor de uma base de informação sobre os formadores e organizações susceptíveis de intervirem neste domínio e facilitar sua mobilização através de meios próprios ou pela implicação de parceiros de desenvolvimento.



Les désignations utilisées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la Commission Régionale des Pêches du Golfe de Guinée, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Las designaciones utilizadas en esta publicación y la presentación de los datos que se encuentran no implican, que la Comisión Regional de Pesca del Golfo de Guinea, tenga una posición determinada en lo que se refiere al estatuto jurídico de los países, territorios, ciudades o zonas, o de sus autoridades, ni tampoco en el trazado de sus fronteras o límites.

As designações utilizadas nesta publicação e a apresentação dos dados aí referidos não implicam, da parte do Comité Regional das pescas do Golfo da Guiné, nenhuma tomada de posição quanto ao estatuto jurídico dos países, territórios, usdades ou zonas, ou de seus territórios, nem quanto ao traçado de suas fronteiras ou limites.